

Événement

Qui sont les éternels mécontents de la politique d'aménagement cantonale?

Genève Les grands projets peinent à se concrétiser. Référendums, oppositions ou recours en justice sont devenus courants. Derrière ce mouvement, on retrouve souvent les mêmes personnalités.

Caroline Zumbach

Échec du projet du Pré-du-Stand, refus de la Cité de la musique, combat judiciaire aux Evaux, référendum aux Cherpines. Alors que la densification de Genève progresse, le mouvement réfractaire à cette politique territoriale semble prendre de l'ampleur. Qui se cache derrière cette grogne? Ces personnes sont-elles aussi nombreuses qu'elles semblent l'être?

«À la base, il y avait surtout Pic-Vert, avec des intérêts très axés sur la défense de la propriété individuelle. Se sont greffées là-dessus d'autres associations, qui ont rebondi sur la crise climatique et ont davantage axé leur combat sur une notion d'intérêt général», analyse le député Vert David Martin.

Selon ce membre de la Commission de l'aménagement du Grand Conseil, ces associations surfent sur un mouvement de ras-le-bol qui a suivi le boom des constructions des dernières années (16'160 nouveaux logements depuis 2020) et les modifications du paysage urbain que Genève a vécues, notamment à la suite de la réalisation des gares du Léman Express.

Il souligne que ce boom des constructions venait compenser un énorme déficit de logements dû à de gros retards accumulés durant les décennies précédentes.

Toujours les mêmes

S'il est devenu difficile de se retrouver dans la nébuleuse d'associations existantes, un constat s'impose: ce sont souvent les mêmes entités et personnes que l'on retrouve au front.

Ainsi, en parallèle de Pic-Vert ou de l'association SOS Patrimoine contre l'enlaidissement de Genève de l'historienne de l'art et architecte Leïla el-Wakil, deux autres associations sont à l'œuvre dans une grande majorité des combats citoyens de ces dernières années: Sauvegarde Genève et l'Association pour la sauvegarde de Confignon et environs (ASC).

La première a vu le jour en juillet 2017 en tant qu'entité cantonale pour réunir les associations de quartier ou communales. Depuis sa création, elle a participé à l'échec de plusieurs projets phares du Canton, comme celui du Pré-du-Stand, la densification de Cointrin ou encore la Cité de la musique.

Sauvegarde Genève a également contribué au lancement de référendums ou de pétitions ayant entraîné des retards dans les projets du tram du Grand-Saconnex, du déclassement du quartier de Bourgogne ou dans la réalisation d'un parc de skateboard et de parkour à Montbrillant.

Privilégier la qualité de vie

À ses côtés, lorsqu'il s'agit de projets concernant le nord-ouest du canton, on retrouve souvent l'ASC. L'association a vu le jour en 1971 dans l'idée de se battre pour

enterrer l'autoroute de contournement aux abords de Confignon.

Ces deux entités se retrouvent parmi les acteurs à l'origine des recours en justice contre l'arrivée de l'Académie du Servette aux Evaux. Elles se sont également battues aux côtés d'autres associations contre la construction de la troisième voie autoroutière et font partie du collectif qui vient de faire aboutir le référendum sur le second Plan localisé de quartier (PLQ) des Cherpines.

Force de proposition, elles ont également participé à l'élaboration d'un cahier de doléances «L'Aire, ses rives, sa plaine et son vallon», qui a été adressé au Département du territoire pour l'interpeller sur la situation, à leurs yeux critique, de ce site. Une action qui a mené à une meilleure protection de cette zone.

À leur tête se trouvent deux personnalités dynamiques venues des figures de l'opposition apolitique genevoise: Jean Hertzschuch et Margareth Robert-Tissot. Leurs points communs? Être retraités, avoir emménagé à Genève dans les années 70-80 (en provenance de Montréal pour le premier, de Grenoble pour la seconde) et être foncièrement convaincus que leur combat pour un aménagement «qualitatif» est préférable à la politique «destructrice» menée par le Canton. Leur but: «Mieux protéger la biodiversité dans chaque quartier et assurer aux habitants une meilleure qualité de vie.»

«Rendre Genève meilleur et plus accueillant»

Tous deux dédient bénévolement la majorité de leur temps à leur engagement associatif et refusent de s'engager dans un parti de peur de perdre leur liberté d'action.

«On peut dire que ces combats occupent entre 75% et 100% de notre temps, mais on aime vraiment ça. En défendant ces causes, nous participons à rendre Genève meilleur et plus accueillant. Et depuis les années qu'on suit certains dossiers, nous avons acquis une réelle expertise. Nous connaissons les dossiers parfois mieux que des députés ou des conseillers municipaux arrivés plus récemment», assurent-ils.

Désormais connus du grand public, ce spécialiste de la communication et cette ancienne employée de commerce sont régulièrement contactés par des citoyens désireux de se battre contre certains projets, à l'image d'Aude Bourdier et de Myriam Spitzli, qui n'ont pas hésité à faire appel à leurs connaissances.

Aide salulaire

La première est à l'origine de la bataille menée entre 2020 et 2023 contre la destruction d'une petite forêt à Cressy, dans le cadre d'un projet de construction d'un immeuble. Un combat qui avait finalement permis de sauver quatorze arbres à l'issue de trois ans de guerre juridique.



Jean Hertzschuch, président de Sauvegarde Genève, et Margareth Robert-Tissot, présidente de l'Association pour la sauvegarde de Confignon et environs (ASC), sont devenus des figures de l'opposition apolitique genevoise.

«Nous connaissons les dossiers parfois mieux que des députés ou des conseillers municipaux arrivés plus récemment.»

Margareth Robert-Tissot et Jean Hertzschuch

Présidente de l'Association pour la sauvegarde de Confignon et environs (ASC) et président de Sauvegarde Genève

«Quand j'ai vu l'autorisation de construire, qui prévoyait de raser complètement la forêt urbaine pour mettre une dalle de béton intégrale, j'ai décidé de me battre. Mais je n'avais pas les connaissances pour le faire seule. J'ai alors appelé l'ASC, qui a informé Sauvegarde Genève. Grâce à l'aide et à l'expertise de Margareth et Jean, on a pu remporter cette bataille. Leur aide a été très précieuse.»

Et c'est de la même façon que la mécanique contestataire s'est mise en branle du côté de la Servette en 2023. «Je trouvais scandaleux qu'on envisage d'abattre le majestueux cèdre du Liban et voulais m'y opposer, mais à part pester partout où c'était possible, je n'avais aucune idée de comment faire. J'ai donc contacté Sauvegarde Genève», glisse Myriam Spitzli, initiatrice de la résistance des habitants du quartier.

Création d'associations

Elle ajoute: «L'aide de Jean a été essentielle dans notre combat. C'est lui qui a suggéré de lancer une pétition, qui a organisé les conférences de presse, proposé d'écrire au maire et mobilisé

d'autres associations.» Même si l'arbre a finalement été abattu, cette citoyenne souligne l'importance de l'existence de ces associations. «On peut les trouver parfois pénibles, mais ces gens qui aboient sont très importants. Qui serait là pour montrer notre mécontentement face à l'État sinon?»

Un des premiers conseils donnés par Sauvegarde Genève à ces citoyens est de créer une association d'habitants. En quelques années, ces entités se sont multipliées, à l'instar de Sauvons nos arbres, Sauvons les arbres des Feuillantines à la place des Nations, Sauvons le parc des Evaux ou encore Cherpines autrement.

Ces associations sont incitées à s'inscrire sur la plateforme Pilier public et à scruter la «Feuille d'avis officielle» (FAO) afin d'être informées de toutes les demandes d'autorisation de construire concernant leur zone d'activité ou leur quartier. «Cela nous permet d'être informés de nombreux projets, relève Jean Hertzschuch. Entre associations, nous pouvons en discuter et croiser les informations que l'État ou les promoteurs donnent aux uns

ou aux autres, et qui sont très im-

Cotisations et dons

portantes pour les habitants des quartiers.» Comment ces associations financent-elles leurs activités? «Nous travaillons tous bénévolement. Nous arrivons à tourner avec les cotisations de nos 350 membres (qui paient chaque année 40 francs minimum) et quand il y a de grosses opérations, nous faisons un appel aux dons», indique la présidente de l'ASC.

Idem du côté de Sauvegarde Genève, où le montant de la cotisation de base s'élève à 30 francs par année. Son président ne souhaite en revanche pas divulguer le nombre d'adhérents.

À ce stade, le dossier le plus onéreux que ces associations ont eu à défendre est celui des Evaux: il leur a déjà coûté plus de 45'000 francs en frais de justice. Ce combat est également celui qui leur a permis de collecter le plus d'argent. «Certains privés font des dons. D'autres s'engagent à financer les frais de justice si on ne récolte pas la somme nécessaire», précise Margareth Robert-Tissot. Si l'existence de ces associations ravit de nom-

«Il est normal et légitime qu'il y ait un mouvement d'opposition, car nous n'avons jamais autant construit, mais il y a à boire et à manger.»

Antonio Hodgers
Conseiller d'État

breux citoyens, elle peut irriter des acteurs du milieu immobilier ou étatique.

«Je trouve qu'en tant que telle, l'action militante tendant à un développement urbanistique qualitatif est parfaitement légitime, pour autant qu'elle s'inscrive dans des démarches constructives durant la phase de consultation, en amont du projet», note Christophe Aumeunier, secrétaire général de la Chambre immobilière genevoise.

Jusqu'au-boutisme

À ses yeux, le gros défaut de Sauvegarde Genève ou de l'ASC est leur jusqu'au-boutisme. «Quand elles obtiennent quelque chose lors des négociations, cela ne leur suffit pas. Elles veulent avoir gain de cause sur 100% de leurs revendications, alors que la démocratie suisse implique des compromis. Il faut aussi voir l'intérêt public dans son ensemble! On l'a constaté pour la Cité de la musique. Il y a eu des négociations en amont. Les associations ont obtenu des concessions, mais ça ne leur a pas suffi.»

Christophe Aumeunier déplore également un manque de représentativité. «Ce sont tou-

jours les mêmes personnes qui prennent la parole. Or, lorsqu'on fait quasi systématiquement opposition à des projets d'importance cantonale, il faut avoir une représentativité importante, sinon on pourrait avoir l'impression que seules quelques personnes sont derrière ces oppositions.»

Opposants professionnels?

Un avis que partage le conseiller d'État Antonio Hodgers: «Il est normal et légitime qu'il y ait un mouvement d'opposition, car nous n'avons jamais autant construit, mais il y a à boire et à manger. Certains se sont pris au jeu d'exister pour exister et deviennent des opposants professionnels. Il est souvent impossible de trouver un accord avec eux, car en réalité ils ne veulent simplement pas que les projets se réalisent. C'est dommage.»

Les deux figures associatives se défendent de vouloir se mettre en avant. «Au contraire, ce sont souvent les gens qui nous demandent de monter au créneau devant les médias, car ils ne souhaitent pas s'afficher!»

Ils contestent également être jusqu'au-boutistes. «La réalité, c'est qu'on ne nous écoute pas vraiment. On vient nous demander notre avis lors de concertations, alors que tout est presque déjà décidé. Si on nous écoutait vraiment, il y aurait moins de recours, de retards et de référendums!» tonne Margareth Robert-Tissot.

Damien Clerc, secrétaire général de la Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif, ne partage pas totalement cet avis. «Nous écoutons leurs remarques, souvent pertinentes. Par contre, je confirme que tous leurs souhaits ne peuvent pas être pris en compte. En effet, il y a des contraintes et d'autres acteurs, ce qui implique des arbitrages. On ne peut simplement pas satisfaire les attentes de tout le monde.»

Repenser la concertation

Alors que les associations, représentants de l'État et privés se parlent régulièrement dans le cadre du processus de concertation rendu obligatoire en 2015 pour toute élaboration de nouveaux plans localisés de quartier (PLQ), ces rencontres ne semblent donc pas porter les fruits escomptés.

Du reste, le refus récent, par la population genevoise, d'octroyer davantage de prérogatives aux propriétaires directement concernés par des nouveaux PLQ ne semble pas calmer les ardeurs des opposants à la politique d'aménagement menée à Genève.

Sauvegarde Genève et l'ASC assurent qu'elles continueront à s'investir. À cette fin, elles ont tenu aux côtés d'autres associations des assises de la concertation et s'approprient à publier un livre blanc «pour améliorer la concertation entre les acteurs du développement de Genève».